



# Déclaration CGT

## CE 14 décembre 2017

Poissy, le 14 décembre 2017

Le projet de changement d'horaires et de mise en place de l'overtime qui est présenté aux élus du CE est néfaste pour les salariés de PSA Poissy car cela va dégrader leurs conditions de vie.

Cela fait pourtant des années que les salariés font des efforts :

- Salaires bloqués depuis mars 2012
- Prime de majoration d'heures supplémentaires, ACCAC, Allocation Partielle rabotées
- PEG purement et simplement supprimée
- Des H+ gratuites et obligatoires en pagaille où la direction se croit tout permis en les imposant la veille pour le lendemain.
- Menace de l'instauration du temps et du salaire partiels en Nuit avec signature d'avenant
- Baisse régulière du nombre de CDI et explosion de la précarité
- Sous-effectif permanent et augmentation constante des charges de travail
- Pressions et licenciements pour inaptitudes physiques des handicapés
- Découpage de l'usine en morceau et vente à la sous-traitance (EVN, informatique,...)
- Arrêt de lignes de bus pour les salariés.

### **Tous ces efforts que les salariés continuent à faire leur ont rapporté quoi ?**

Strictelement rien à part la poursuite de la même politique qui consiste à leur demander de travailler toujours plus en étant toujours moins payés.

Après tous ces efforts la direction ose demander aux salariés de rester 20 minutes de plus dans l'usine. Au-delà de ces 20 minutes supplémentaires, il faut ajouter le temps supplémentaire pour rentrer chez soi qui va considérablement augmenter au retour.

En réalité, ce projet n'a qu'un seul but : mettre en place l'overtime du NCS et du NEC qui donnera la possibilité à la direction de faire travailler 10 minutes sur la 2<sup>ème</sup> pause de 20 minutes.

### **Commencer plus tôt, finir plus tard pour gagner 1,5 € par jour, voilà le vrai projet de la direction.**

Pour cela la direction doit changer les horaires et allonger le temps de présence. Elle a beau se réfugier derrière un argument bidon, l'écrasante majorité des salariés y ont opposés.

En effet, cette loi que la direction met en avant ne l'oblige aucunement à changer les horaires. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'elle tient à obtenir la signature des syndicats.

Sans cette signature, le projet de la direction ne peut pas s'appliquer.

Lors des réunions de négociations, la direction avait déclaré qu'elle avait consultée 20 salariés et qu'ils étaient tous favorable à son projet.

Nous avons donc organisé une consultation dans les ateliers, un sondage grandeur nature pour permettre à la direction et aux syndicats de connaître ce que pensent réellement les salariés.

Le résultat est sans appel : 1332 salariés ont tenu à donner leur avis. 1308 contre et 24 pour.

**La CGT va respecter l'avis des salariés et refuse de signer ce projet.**